Le NON de 2005 est toujours bien vivant ! En 2023 on s'attaque à la Constitution

Le 29-05-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

29 MAI 2020 ET TOUJOURS VRAI EN 2023 !

Et voilà ! Encore une fois les Français avaient raison. Le 29 mai 2005 le NON majoritaire au TCE (Traité constitutionnel européen) infligé aux classes dirigeantes et à tous ceux qui chantaient la mondialisation heureuse avait sonné comme un avertissement clair et net.

Grand moment démocratique, de débats partout dans le pays, la campagne pour le NON s'était déployée du village au bourg, de la banlieue au centre-ville. Texte en main et rage de comprendre le pavé rédigé en langage tarabiscoté, le peuple français s'était passionné pour décrypter le « projet » d'une constitution européenne soumise à référendum. Et finalement il avait tranché par un vote non à presque 55% !

Lire aussi notre article de mai 2023 : https://pardem.org/du-non-au-tce-en-2005-au-non-la-reforme-des-retraites

Or, si un seul pays de l'Union européenne refusait le TCE, le TCE disparaissait du paysage. Le NON de France fut donc soutenu par des peuples d'autres pays de l'UE qui s'y opposaient aussi mais étaient, eux, privés de référendum. Volonté du peuple souverain de France et solidarité internationale se sont ainsi conjuguées, tout naturellement.

Tous ceux qui avaient mené campagne tambour battant étaient fiers et terriblement heureux de leur victoire. C'était le temps béni où des organisations de gauche n'étaient pas encore totalement apeurées par la souveraineté du peuple, par le mot nation. Pas toutes, évidemment, puisque le PS arborait lui l'étendard du OUI, tout comme les Verts déjà acquis à la cause européiste. Mais il serait malhonnête de ne pas souligner qu'une minorité de la droite, souverainiste, et le Front National avaient mené bataille, eux aussi, contre le TCE.

Mais la victoire du non populaire fut de bien courte durée

L'Union européenne, fort marrie du résultat, concocta un *canada dry* du TCE : le Traité de Lisbonne. Le gouvernement français s'empressa donc, avec enthousiasme, de réunir députés et sénateurs à Versailles pour la tenue d'un Congrès afin d'adopter le Traité de Lisbonne qui sera ultérieurement intégré à la Constitution française !

Ce véritable coup d'État parlementaire a sonné comme un coup de tonnerre et généré une défiance profonde du peuple à l'encontre des élus. S'en est suivie une croissance régulière du taux d'abstention et un rejet du système politique en place.

Alors, 15 ans plus tard, où en est-on ?

La mondialisation a coulé des jours heureux ! L'Union européenne, bien équipée grâce au Traité de Lisbonne qui lui a donné primauté sur le droit national, donc la volonté populaire, a empilé les traités, les directives et les prescriptions aux États en faveur de la libéralisation tous azimuts. Délocalisations, désindustrialisation, libre-échange généralisé, compétence exclusive de l'Union européenne en matière de traités de commerce international, dogme budgétaire, privatisations de services et entreprises publiques (EDF, GDF, La Poste par exemple), etc. Augmentation du chômage, de la précarité, gel des rémunérations des fonctionnaires, réductions des moyens et effectifs de l'hôpital public, adoption du paiement à l'acte, de la réforme sur l'Hôpital (HPST), subventionnement des hôpitaux, cliniques et EHPAD privés puisé sur le financement des hôpitaux publics, réformes de l'organisation de l'État, paupérisation des communes, création des métropoles, réforme des Régions, des retraites, du droit du travail, etc. Toutes ces « réformes » prennent leur source au

sein de l'Union européenne. Bien sûr les gouvernements sont consentants mais voudraient-ils ne pas l'être qu'ils seraient pieds et poings liés par le Traité de Lisbonne !

Quant aux députés et sénateurs, qui se sont rendus complices en 2008 du coup d'Etat parlementaire en participant tous au Congrès, quelle que soit leur appartenance politique (il ne leur est même pas venu à l'idée de le boycotter), ils n'ont plus désormais pour exister que les miettes qui leur sont consenties. Voudraient-ils refuser un traité de libre-échange signé par l'Union européenne qu'ils ne le pourraient même pas : leur avis n'est pas requis et quand il l'est la majorité se couche et vote oui ! Voudraient-ils intervenir sur la politique économique que cela serait déclaré contraire à la Constitution française !

Le bilan de l'Union européenne est sanglant pour les populations !

Ceux qui aiment l'Union européenne, qui la défendent, la protègent, voire la vénèrent, ont du caca dans les yeux ou optent inconditionnellement pour le néolibéralisme. Et peu importe qu'ils se réclament de gauche, de droite ou d'ailleurs : ils sont ensemble, objectivement, concrètement, politiquement, dans le même camp, celui de la confiscation de la souveraineté nationale et populaire ! Car tel est le but réel de la « construction » européenne. A défaut de pouvoir changer le peuple d'un coup de baguette magique, elle dénie aux citoyens tout droit d'intervention dans les politiques économiques, sociales, culturelles, environnementales, etc. Et qu'on ne vienne pas invoquer le Parlement européen, qui, sans pouvoir, a perdu toute légitimité populaire (le taux d'abstention aux Européennes en dit long).

Le bilan de l'Union européenne depuis 15 ans est donc sanglant puisqu'elle n'a rencontré aucun obstacle réel à la mise en œuvre planifiée de ses actions profitables au libre-échange et a barré la route à tout progrès social. Mais qui pouvait imaginer autre chose que cet effroyable constat de liquidation des acquis sociaux, pas à pas, GOPÉ* après GOPÉ, érodés, rabotés, jusqu'à même la mise sous tutelle directe et sans vergogne de la Grèce devenu le pays laboratoire de la mise en œuvre du « projet » européen. Retraités ruinés, hôpitaux en faillite, chômage endémique, biens publics bradés au privé, ports cédés à l'étranger, dette publique gigantesque faisant le bonheur des banques, etc. Le bilan de l'Union européenne en Grèce est celui d'un prédateur prêt à tout pour anéantir sa proie.

Aucun pays de l'Union européenne ne bénéficie des « avantages » de la tutelle européenne à l'exception de l'Allemagne bien sûr, leader et grande gagnante du système et de l'euro dont la valeur a été fixée par celle du Deutsch Mark. Le peuple allemand, lui, a été passé rapidement à la lessiveuse des réformes du droit du travail, du job à un euro, etc. L'Allemagne fait tourner à plein les usines de ses sous-traitants dans les ex-pays de l'Est, là où les bas salaires sont favorables aux intérêts des propriétaires/actionnaires des entreprises…

La France aliénée et paupérisée par l'Union européenne

La France, depuis le « traité de Lisbonne », ne cesse de dégringoler. D'abord sur le plan industriel : le secteur représentait 23% du PIB avant l'euro et seulement 12% aujourd'hui. Le chômage augmente (6 millions de personnes au moins sont privées d'emploi) et sert de moyen de pression en faveur de la baisse et du gel des salaires et sur la diminution de la protection sociale.

Les privatisations s'enchaînent : bientôt ADP, les barrages hydrauliques, les hôpitaux, les retraites par capitalisation, etc. Le statut de la Fonction publique est dans le collimateur comme le montre le dernier rapport scélérat de la Caisse des Dépôts et Consignations. La destruction du Code du travail est bien avancée (loi El Khomri et ordonnances Macron). Les médias ont été colonisés par les multinationales et l'aristocratie financière : 9 milliardaires les possèdent à peu près tous ! Le MEDEF règne en maître sur tous les fronts et affiche sa détermination à s'attaquer aux 35 heures, aux congés payés, aux repos hebdomadaires.

Bref, tout va bien pour des principales firmes « françaises » dont les dividendes s'élèvent en 2019 à plus de 50 milliards d'euros ! Et tout se dégrade pour le peuple…

L'irruption du Covid-19 n'a pas permis à l'Union européenne de redorer son blason étoilé. Elle a même déçu ceux-là même qui la chérissent ! Aucune solidarité européenne. Et pire puisque des rapts de matériels sanitaires en provenance d'Asie ont eu lieu entre plusieurs pays de l'Union ! La solidarité est venue de Cuba, de Russie, du Venezuela…

La désillusion des peuples est bien réelle et s'est imprimée dans la mémoire collective, s'ajoutant à la forfaiture du Traité de Lisbonne. Car à quoi sert l'Union européenne si, en situation de péril sanitaire, elle ne peut produire aucune solution bénéfique pour la population ?

Question naïve sans doute si l'on se réfère aux causes réelles et sérieuses de la naissance de l'Union européenne qui n'ont jamais été autres que la construction d'un grand marché libre, sans frontière pour le capital ni pour les marchandises, ouvrant en grand les portes à la mondialisation et favorisant son développement. L'examen de la situation économique et sociale atteste de cette réalité !

Alors, 15 ans plus tard que fait-on ?

Une chose est sûre : la victoire du NON le 29 mai 2005 et la trahison du Congrès de 2008 sont toujours présentes dans la mémoire collective.

La mobilisation des Gilets jaunes en 2018 et 2019 a mis en lumière la capacité de résistance idéologique et politique des « sans-grades » et des premiers sacrifiés sur l'autel de la mondialisation néolibérale. La violence de la répression qu'ils ont subie a heurté le pays tout entier.

La crise politique engendrée par la gestion calamiteuse et coupable du Covid-19 de l'Union européenne et du gouvernement de Macron ne fait que commencer, s'ajoutant à la décomposition en cours des forces politiques qui ont capté le pouvoir et bradé la démocratie.

L'urgence est donc de créer les conditions à un rapport de force favorable aux intérêts du peuple.

Les multiples appels et embryons de construction de fronts ou de regroupements menant à l'émancipation du peuple, à sa libération du joug de l'Union européenne, de la mondialisation néolibérale sont encore loin d'aboutir mais pourraient créer une nouvelle phase politique.

Ce qui est certain, c'est que seul l'engagement du plus grand nombre, sur tous les fronts, ouvrira des perspectives pour sortir de la nasse du néolibéralisme.

Le Pardem travaille depuis de longs mois à un programme de démondialisation et s'impliquera dans toutes les luttes. Dès maintenant pour l'hôpital, la Sécurité sociale et la nationalisation des banques, des assurances et de toutes les grandes entreprises stratégiques. Il présentera aussi ses propositions de réformes radicales des institutions politiques du pays conduisant à un régime politique véritablement démocratique.

Le NON du 29 mai 2005 n'est pas mort. La résistance non plus. Le peuple est toujours debout. Il reste à nous organiser pour gagner la bataille de la démondialisation. Vaste programme mais indispensable ambition !

GOPÉ : Grandes orientations des politiques économiques définies chaque année par la Commission européenne et imposées à chacun des États membres de l'Union européenne.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire